

## ITAMAR RABINOVICH

Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem), professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, Distinguished Fellow au sein de la Brookings Institution

### Steven ERLANGER

Itamar, un des points que je vous ai demandé d'aborder est la Syrie, car elle pèse sur la région de façon très déprimante. Vous avez déjà écrit deux livres sur la Syrie et vous en finissez un troisième en ce moment, donc c'est à vous.

### Itamar RABINOVICH

Merci. J'ai également été négociateur de paix avec la Syrie il fut un temps. La crise en Syrie a en vérité été le point focal de la politique au Moyen-Orient depuis de nombreuses années et pas seulement au Moyen-Orient. Des vagues de réfugiés ont secoué l'Europe en 2015 et 2016, influencé les élections en Europe et le Brexit, et les ondes de choc ont traversé le globe jusqu'aux élections américaines à la fin 2016. Réfugiés, terroristes, des milliers de recrues de l'EI qui étaient des citoyens européens entraînés en Syrie et en Irak, ont combattu là-bas et sont revenus en Europe et certains sont effectivement dans des cellules terroristes dormantes. J'espère que nous n'entendrons plus parler d'elles comme ça a été le cas à Paris et à Bruxelles, mais elles existent. Ce n'est pas une crise locale, c'est une tragédie internationale majeure et une horrible tragédie humanitaire avec plus d'un demi-million de victimes, de nombreux blessés, presque six millions de réfugiés qui fuient la Syrie et presque la moitié de la population déplacée sur le territoire syrien.

Une des explications de la complexité de cette crise, c'est que ce n'était pas une crise, mais trois crises en une : domestique, régionale et internationale. Le conflit entre le régime et l'opposition, le conflit régional entre les camps soutenant le régime et ceux soutenant l'opposition et le conflit international. La crise domestique, la guerre civile en elle-même, a été résolue en décembre 2016, quand le régime, aidé des Russes et des Iraniens, a pris Alep. Ce fut la fin de la guerre civile en elle-même. L'opposition n'existe quasiment plus dans les faits, que ce soit d'un point de vue politique ou militaire. Il y a toujours des milliers de combattants de l'opposition dans la région d'Idlib mais ils n'opèrent pas depuis Idlib.

Nous parlons de la guerre civile, pas de la normalisation de la Syrie en tant qu'Etat. Le régime contrôle environ 60% du territoire national. Il y a la région d'Idlib que j'ai mentionnée. Il y a une zone qui a été conquise et gérée par les Turcs, les Kurdes et le Front Démocratique Syrien qui domine au moins 30% de l'est et du nord-est. Il faudra encore du temps avant qu'un Etat syrien unifié existe et exerce la souveraineté sur le territoire national.

Il y a aussi la question de la reconstruction, qui sera un projet très coûteux. D'où viendra l'argent ? Certains de ceux qui pourront proposer l'argent, les Etats-Unis, les pays Européens, ne le feront pas sans le retour des réfugiés. Cependant, le régime n'est pas exactement intéressé par les réfugiés et apparemment les dirigeants sont contents de la situation actuelle en Syrie, une situation plus homogène avec moins de Sunnites et plus d'Alawites, etc. Le pays est très loin de la normalisation. En outre, la fin du conflit domestique n'a fait qu'exacerber le conflit régional et international. A l'origine, l'Iran et la Russie dominaient effectivement la Syrie. Bachar el-Assad est resté au pouvoir, mais dans les faits il n'est pas un leader indépendant, il est à la botte des Iraniens et des Russes. La Turquie est un acteur majeur et intéressé, en particulier sur la question des Kurdes. La préoccupation, pour ne pas dire l'obsession de M. Erdogan, est de ne pas avoir une zone autonome en Syrie, certainement pas d'avoir une contiguïté turque à la frontière turque et peut-être même jusqu'en Irak. C'est la motivation principale de la politique turque à l'heure actuelle. Après avoir fait cet investissement massif pour laisser Assad au pouvoir, l'Iran souhaite en tirer les bénéfices et cela a aiguïté l'appétit des Iraniens qui veulent utiliser leur présence en Syrie pour continuer d'établir leur hégémonie régionale afin de construire un deuxième Liban contre Israël. Au Liban, il y a le Hezbollah et plus de 100 000 missiles

et fusées, et ils tentent maintenant de construire une infrastructure militaire en Syrie. C'est une sorte d'attitude offensive/défensive envers Israël. Bien sûr, si l'Iran s'engage dans cet investissement, Israël fait tout pour l'en empêcher.

Du point de vue international, les deux acteurs majeurs sont la Russie et les Etats-Unis. Durant la plus grande partie de la crise syrienne, les Etats-Unis ont été absents, par la détermination du président Obama de ne pas s'impliquer, de ne jouer qu'un rôle secondaire, et la Russie a pris le rôle majeur. Avec le président Trump, il y a du changement et plus récemment, une nouvelle équipe a été chargée d'implanter la nouvelle politique, dont l'essence est le refus de donner de l'argent au président Assad pour la reconstruction et de continuer à mettre la pression sur lui et par lui sur l'Iran et la Russie. La Russie est maintenant l'acteur dominant en Syrie. Ils ont non seulement une base navale mais également une base aérienne et avec finalement un investissement minime, ils ont récolté des gains significatifs en Syrie.

Assad reste donc avec ces deux patrons, les Russes et les Iraniens. Il est en vérité plus à l'aise avec les Russes, car leurs ambitions sont limitées. Ils ne veulent pas gérer, intégrer la société ou étendre l'influence shiite. Ils ne sont intéressés que par l'hégémonie et la projection de pouvoir et d'influence sur le reste du Moyen-Orient. Il est probable qu'Assad va tenter de monter les Russes contre les Iraniens.

Où cela nous laisse-t-il ? Cela nous laisse dans une situation où la crise syrienne, bien différente de la guerre civile syrienne, est loin d'être terminée. La normalisation de l'Etat syrien, de la vie en Syrie et de la politique syrienne va prendre encore de nombreuses années et la région, ainsi que le reste du monde, va devoir continuer à vivre avec un problème syrien qui devra être mieux géré à l'avenir. Merci.

**Steven ERLANGER**

Merci beaucoup Itamar.